

À côté du pavillon impérial de France , flottait dans le Tage le pavillon impérial de Russie. Une escadre de cette puissance, composée de neuf vaisseaux et de deux frégates, ayant à bord six mille cinq cents hommes de troupes et d'équipage, avait quitté, pendant les conférences de Tilsit, la station de Ténédos devant le détroit des Dardanelles. Après s'être arrêtée quelque temps à Corfou, elle retournait dans la mer Baltique ; mais la nouvelle de la guerre imminente entre la Russie et l'Angleterre la surprit en route. Le vice-amiral Siniavin, qui la commandait, put arriver à l'embouchure du Tage avant que les Anglais y eussent établi leur croisière. Ses vaisseaux entrèrent, le 10 et le 11 novembre, dans le port de Lisbonne; et quand le général Junot arriva peu de jours après, ils étaient formés en ordre de bataille en arrière de la barre.

Il y eut contact entre les Français et les Russes, mais non communauté d'intérêts et de gloire. Siniavin était un Moscovite du vieux

temps, qui ne parlait d'autre langue que celle de son pays. Ses officiers blâmaient tout haut ce qu'ils appelaient l'engouement de leur Empereur pour Napoléon. La rupture avec l'Angleterre était à leurs yeux un léger nuage, qu'une politique mieux avisée ne tarderait pas à dissiper. Junot aurait pu dès-lors augurer ce que produirait, au jour du danger, le dévouement de semblables alliés. Cependant la coïncidence de l'apparition d'une flotte russe avec l'irruption des Français, fut profitable à ceux-ci sous plus d'un rapport. On a cru longtemps, en Portugal, que l'amiral Siniavin était venu pour servir les projets de Napoléon.

Peu de jours avant l'invasion, les troupes de ligne portugaises, et ce que les généraux avaient levé de milices en différentes parties du royaume, présentaient un effectif de trente-six mille hommes prêts à combattre. En moins d'un mois, ce nombre fut réduit au-dessous de moitié, d'abord par la désertion, ensuite par le licenciement de la milice, et par la

profusion avec laquelle on accorda des congés à l'armée de ligne. Il n'y eut de conservé en entier que la garde de police, qui continua à faire, sous les ordres du comte de Novion, émigré français, le service de la ville de Lisbonne. On dispersa dans les provinces ce qui resta des régimens d'infanterie et de cavalerie. Les chevaux portugais furent donnés aux dragons français pour les remonter. L'artillerie réorganisa son train et son matériel. On renouvela l'équipement et l'armement des troupes. La solde fut payée au moyen d'un emprunt de deux millions de cruzades (cinq millions de francs), que contracta le conseil du gouvernement. On acheta dix mille barils de farine à Cadix, pour approvisionner les forts du Tage et les vaisseaux, et fabriquer une réserve de cinq cent mille rations de biscuit. La subsistance journalière fut assurée, sans avoir besoin de recourir à aucune mesure extraordinaire.

A cette époque, les liens qui avaient existé entre la maison de Bragance et le Portugal étaient rompus. Ce n'était pas la fidélité des sujets qui avait manqué au sang de leur prince; tout au contraire, la famille royale venait de les abandonner sans défense, au plus fort du danger. La cour et les quinze mille émigrés qui l'avaient suivie, emportaient plus de la moitié du numéraire en circulation dans le royaume; car chacun, en partant pour ne plus revenir, avait réalisé autant de valeurs qu'il avait pu. C'était un bruit populaire que les conseillers du gouvernement, prévoyant la catastrophe, avaient entassé, depuis plusieurs années, la monnaie d'or dans les coffres particuliers du régent. Au jour de son départ, il ne restait pas dix mille cruzades dans le trésor public. Le papier-monnaie perdait trente pour cent; il y avait trois mois que les officiers de l'armée n'avaient pas reçu de solde; le paiement de la dette publique était arriéré comme

un semestre, et l'on devait le salaire de plus d'une année aux administrateurs, aux employés et aux juges.

Le mécontentement contre le gouvernement fugitif pouvait tourner au profit du pouvoir nouveau. Le cardinal de Mendocça, patriarche de Lisbonne ¹, célébra le premier *l'homme que les siècles passés n'avaient pu deviner, l'homme des prodiges, le grand Empereur que Dieu appelait à fonder la félicité des nations*. A la voix révéérée de ce prince de l'Église, les évêques, dans leurs mandemens et les magistrats dans leurs édits, recommandèrent à l'envi, comme une obligation civile et religieuse, de bien accueillir les Français et d'obéir à leur général ².

¹ Voyez à la fin du volume (C).

² Don José Maria de Mello, ancien évêque des Algarves et inquisiteur-général du royaume, fit en cette dernière qualité un mandement rédigé dans le même esprit que celui du patriarche. Ce langage était d'autant plus remarquable dans sa bouche, qu'on l'avait toujours

CE ne fut pas dans les premiers temps un devoir difficile à remplir; la concentration des troupes dans un rayon de quelques lieues autour de Lisbonne, en rendant la surveillance des chefs plus facile, contribua à atténuer ce que pouvaient avoir d'exigeant les habitudes contractées par des soldats toujours victorieux. Débordée et vagabonde dans les montagnes de la Beira, l'armée retrouva, sous un beau ciel au sein du repos, la douce sociabilité qui distingue les Français entre les autres peuples. Les officiers étaient logés chez les riches, et les soldats partageaient, dans les villages, le réduit du paysan aisé. Les Français

entendu professer des principes diamétralement opposés. Le public accusait cet évêque d'avoir contribué à troubler la raison de la Reine, dont il était le confesseur, en lui remplissant la tête de terreurs et de superstitions. Il n'avait pas tenu à lui qu'on renouvelât, sous le règne de son auguste pénitente, le régime des autos-da-fé. Au commencement de la révolution, il proposa sérieusement de faire excommunier la nation française en masse par le haut clergé de Portugal.

sont, de tous les étrangers, ceux avec lesquels les Portugais ont le plus de sympathie. Après les légendes des saints, leurs livres les plus populaires sont ceux qui retracent les prouesses de Charlemagne et de ses paladins. D'ailleurs, les changemens survenus étaient conformes à la volonté de Dieu. Bandarra, le Nostradamus des Portugais, les avait prédits. Ne lisait-on pas, dans ses quatrains prophétiques, le triomphe de l'aigle impériale et l'exaltation de Napoléon ¹.

¹ Gonçalo-Annes Bandarra était un pauvre savetier de la petite ville de Trancozo, dans l'évêché de Guarda, en Portugal. Il composa, vers l'année 1540, des prophéties qui ont eu et qui conservent encore aujourd'hui une grande vogue dans le pays, aussi bien parmi les lettrés que parmi ceux qui ne le sont pas. Les quatrains rimés (*trovas*) de Bandarra ont été imprimés plusieurs fois, et en dernier lieu à Barcelone, en 1809. On y trouve à peu près tout ce qu'on veut, comme dans les autres écrits de cette espèce. Quand les Français furent entrés dans Lisbonne, en 1807, des hommes crédules dirent que cet événement avait été prédit; même ils trouvèrent l'indication précise de la puissance impériale et de la première

LES commandans en chef français et espagnols avaient l'ordre de leur gouvernement de ne pas divulguer le traité de Fontainebleau. Cependant don Francisco Taranco insinua aux magistrats d'Oporto que leur province devait se regarder, dès à présent, comme

lettre N, du nom de Napoléon, dans les deux quatrains suivans, qui sont le dix-septième et le dix-huitième du troisième songe prophétique.

*Ergue se a Aguia imperial
Com os seus filhos ao rabo,
E com as unhas no cabo
Faz o ninho em Portugal.*

*Poe um A pernas acima,
Tira lhe a risca do meio,
E por detraz lha arrima,
Saberas quem te nomeio.*

« L'aigle impériale s'élève, suivie de ses enfans, et elle vient à bout, avec ses ongles, de faire son nid en Portugal.

» Mets un A les jambes en l'air; tire-lui la barre du milieu; applique-lui cette barre par derrière; tu sauras qui je veux te nommer. »

faisant partie de la monarchie espagnole. A Sétubal, Solano alla plus avant; il substitua, dans les actes publics, le nom du roi d'Espagne à celui du prince régent : il créa un grand-juge et un surintendant des finances, et les deux emplois furent conférés à des sujets castillans. Solano était dans la confiance intime du prince de la Paix; on a pensé qu'il n'avait pas essayé sans ordre supérieur ces hâtives innovations. Le souverain désigné des Algarves était si impatient de régner pour son compte, que, si l'on en croit les bruits du temps, des piastres fortes (*pesos duros*) furent frappées à l'hôtel des Monnaies de Madrid, qui portaient d'un côté l'effigie de Godoy avec la légende : *Emmanuel primus Algarviorum dux*, et de l'autre les armes du royaume des Algarves.

A Lisbonne, au contraire, le général Junot laissait subsister le conseil des gouverneurs du royaume tel que le prince l'avait institué ;

mais il adjoignit à ses délibérations, avec le titre de commissaire impérial et administrateur-général des finances, l'ancien consul Hermann, dont les Portugais estimaient l'esprit d'ordre et de probité. Les caisses publiques ne furent pas saisies; on paya les intérêts de la dette et les salaires courans; cela fut cause que la valeur du papier-monnaie remonta de douze pour cent. Il n'y eut pas d'abord de variation remarquable dans les prix des denrées; les actes relatifs à la haute police du pays, à la confiscation des propriétés anglaises et à l'administration financière de l'armée, étaient les seuls qui émanassent directement de l'autorité militaire, tout le reste se faisait par les magistrats civils. Le tumulte du 13 décembre n'avait été qu'un nuage passager, et l'on ne regardait le drapeau français arboré dans les forteresses, que comme un signe de convention destiné à constater l'occupation militaire. Le régime intérieur du pays n'avait éprouvé aucun changement; et parce

que les gouverneurs du royaume exerçaient une autorité déléguée par le prince naturel, il semblait que l'édifice de la monarchie portugaise était encore debout.

CET état de choses ne devait pas durer longtemps. Napoléon avait reçu, au fond de l'Italie, la nouvelle de l'entrée de son armée à Lisbonne. Un décret impérial, rendu à Milan, le 23 décembre 1807¹, condamna les Portugais à payer à la France une contribution de cent millions de francs, pour le rachat des propriétés des particuliers. Le général en chef eut l'ordre de gouverner le royaume seul et au nom de l'Empereur. Il lui fut commandé d'envoyer le plus vite possible, en France, les troupes portugaises ; en même temps le corps d'observation de la Gironde prit le nom d'armée de Portugal.

¹ Voyez à la fin du volume (D).

LE 1^{er} février 1808, Junot se rendit au bruit des salves d'artillerie de terre et de mer, et avec une pompe presque royale, au palais de l'Inquisition, où siégeait le conseil des gouverneurs du royaume. La portion de l'armée réunie à Lisbonne prit les armes, autant pour maintenir la sûreté publique, que pour augmenter l'éclat de la solennité. Le général français dit aux membres du conseil, dans une harangue étudiée, que leurs fonctions avaient cessé, et qu'à lui désormais appartenait le soin de rendre les Portugais heureux. Quelques-uns des gouverneurs supprimés furent désignés pour servir comme seconds dans les ministères : un ancien commissaire ordonnateur des armées françaises, Luuyt, fut nommé secrétaire d'État de la guerre et de la marine; le commissaire impérial Hermann eut l'intérieur et les finances; l'intendance générale de police, dont la législation de Pomбал avait fait un ministère plus important que tous les autres, fut réservée à un Français,

Lagarde, que l'Empereur envoyait d'Italie¹ ;

¹ Dès son entrée en fonctions, l'intendant-général de police Lagarde donna des soins à la salubrité de la ville de Lisbonne. On parvint, sous son administration, à faire disparaître les montagnes d'immondices et de boue dont les rues étaient obstruées depuis le tremblement de terre. Il eut moins de succès, quand il entreprit d'exterminer les bandes de chiens affamés et vagabonds qui donnent à la capitale du Portugal la physionomie d'une ville de l'Orient. La guerre aux chiens était impopulaire au suprême degré, et la police française fut odieuse aux Portugais, presque autant pour les améliorations qu'elle voulait introduire parmi eux, que pour les persécutions dont elle les menaçait. Le nouvel intendant imprima au gouvernement de Junot un caractère de rapidité et de vigueur qui avait manqué jusqu'alors aux actes du pouvoir civil. Les habitans de Lisbonne avaient moins de peur des arrêtés du général en chef que des ordonnances de police qui les commentaient et en réglaient l'exécution. Ils regardaient le palais de l'Inquisition, où siégeait l'intendance générale, avec plus d'effroi qu'au temps où le fanatisme religieux y entassait ses victimes. Si le plus sublime effort du génie de la police est d'effrayer toujours et de ne frapper jamais, Lagarde peut se glorifier d'avoir atteint les hauteurs de la science ; car, dans les circonstances les plus difficiles, il ne cessa pas d'être indulgent et humain ; son terrible ministère se réduisit à arrêter et détenir quelques perturbateurs d'une

l'inspecteur aux revues, Viennot-Vaublanc, fut secrétaire du gouvernement. On institua pour les provinces, des magistrats nouveaux sous le titre de corregidors mors; trois auditeurs au conseil d'État, Pépin de Belle-Isle, Taboureau et Lafont, furent envoyés en cette qualité à Abrantès, à Oporto, à Sétubal; un autre Français, Goguet, alla dans les Algarves; un Portugais, José-Pedro Quintella, fut nommé à Coïmbre. Les corregidors mors, sans avoir de fonctions particulières nettement déterminées, devaient centraliser et coordonner l'administration.

Le peuple fut prévenu du régime nouveau par une proclamation verbeuse¹; le général en chef promettait des grandes routes, des canaux, une administration meilleure, le bien-

espèce méprisable qui auraient été traités avec plus de rigueur, s'ils avaient été abandonnés à l'action de l'autorité militaire.

¹ Voyez à la fin du volume (E).

fait de l'instruction publique plus généralement répandu. « L'Algarve et la Beira-Alta, » disait-il, auront aussi un jour leur Ca- » moëns; la religion de vos pères, la même » que nous professons, sera protégée et épu- » rée; la justice sera distribuée dans l'intérêt » de la société; une police active délivrera les » citoyens des malveillans et des vagabonds. » Les guerriers portugais ne feront bientôt » plus qu'une famille avec les héros de Ma- » rengo, d'Austerlitz et d'Iéna. »

Alors disparurent entièrement les trophées du royaume envahi; les aigles de Napoléon prirent, sur les monumens publics, la place des *quinas* portugaises¹; les tribunaux rendirent

¹ On appelle *quinas* les armoiries de Portugal. Leur origine remonte à l'établissement de la monarchie, c'est-à-dire à l'époque de la bataille de Campo de Ourique.

Voici comment l'historien Laclède raconte les circonstances merveilleuses de cet événement, qu'il avait puisées dans les anciennes chroniques :

« La veille de la bataille d'Ourique, en 1139, don Alphonse-Henriquez, alors prince de Portugal, qui

la justice au nom de l'Empereur. On enleva aux nationaux les emplois élevés de la finance.

avait à combattre cinq rois maures, était dans sa tente, occupé à lire la Bible, et il en était au passage de Gédéon, du livre des Juges, lorsqu'il s'endormit. A peine eut-il fermé les yeux, qu'il crut voir un vieillard vénérable qui lui promit la victoire. Dans cet instant, don Ferdinand de Souza, son grand-camérier, entra dans sa tente, pour lui dire qu'un homme extrêmement vieux demandait à lui parler. Alphonse dit qu'on le fît entrer, et, à sa vue, il parut saisi d'étonnement. Cet homme ressemblait au vieillard qui lui était apparu dans son sommeil. « Je suis un pécheur, lui dit-il en l'abordant, qui, » depuis soixante ans, fait pénitence sur la montagne » voisine. Dieu m'a chargé de vous annoncer la victoire » qui vous attend demain. Mettez toute votre confiance » en lui. Lorsque vous entendrez une cloche, sortez de » votre tente; vous verrez tout ce que le ciel fait pour » vous. » Il parla ainsi et s'en alla, et laissa Alphonse dans le trouble et l'étonnement.

» A minuit, l'airain sonne; Alphonse sort de sa tente, se met à genoux du côté de l'Orient, aperçoit, au milieu d'une clarté rayonnante, une grande croix avec ces mots : *In hoc signo vinces*, et entend une voix prophétique qui lui promet la durée de son empire jusqu'à la seizième génération, à la fin de laquelle sa race serait presque anéantie.

» Le lendemain, les troupes d'Alphonse, encouragées

Pour asseoir une contribution de cent millions de francs sur une population de deux millions d'ames, dépouillée des colonies et du commerce extérieur, qui faisaient toute sa richesse, il fallut atteindre jusqu'au laboureur et à l'artisan ; on fut même obligé d'attenter aux objets les plus sacrés de la vénération publique, en s'emparant de l'argenterie des églises.

par ce signe miraculeux, combattirent avec tant de courage dans les plaines d'Ourique, qu'elles défirent les cinq rois maures. Le prince, en reconnaissance de ce succès, prit pour armes les cinq boucliers de ces princes, dont il composa son écusson, en les mettant en croix, et au centre de chaque écu il plaça cinq bezans d'argent. »

Le peuple aperçoit d'autres rapports mystérieux dans ces armoiries. Les cinq écussons sont encore un emblème des cinq plaies de Jésus-Christ, et les vingt-cinq bezans, ajoutés aux cinq écus, font allusion aux trente deniers, au prix desquels le traître Judas vendit le Christ à ses ennemis.

Les sept tours figurées autour de l'écusson représentent les sept forteresses du royaume des Algarves, quand cet État fut réuni à la couronne de Portugal par le mariage de Béatrix, fille du roi d'Espagne, avec don Alphonse III, en 1253.

Les Portugais éprouvèrent une douleur profonde : ce n'était pas seulement à cause de l'énormité de la charge qui leur était imposée ; ils s'indignaient surtout qu'on les obligât à racheter leurs propriétés, eux qui avaient reçu les Français comme des amis. Quelques-uns commencèrent à regretter la race de leurs rois, qu'ils jugeaient perdue pour jamais. Tous pleurèrent le nom portugais qui paraissait anéanti. L'autorité française ne put obtenir que des félicitations officielles ; elle mendia inutilement les signes extérieurs d'allégresse, toujours faciles à obtenir des portions corrompues de la population d'une grande ville. Il ne se trouva dans Lisbonne que trois habitans qui voulussent illuminer la façade de leurs maisons, pour célébrer les changemens opérés dans la journée du 1^{er} février.

HORS de la capitale, le nouveau gouvernement fut inauguré sous de funestes auspices.

Un bourgeois de Mafra fut condamné à mort par une commission militaire, et exécuté, pour s'être répandu en invectives contre l'armée française. Peu de jours après, une rixe survenue dans la petite ville de Caldas da Rainha, entre un détachement du 58^e régiment et des militaires du 2^e régiment d'Oporto, fut présentée au général en chef par des rapports infidèles, comme une révolte préméditée, à laquelle les gens du pays auraient pris part. On cassa et licencia d'une manière ignominieuse le régiment d'Oporto. Six habitans de Caldas furent fusillés avec un appareil calculé, qui pesa plus douloureusement sur les imaginations portugaises, que ne l'eût fait l'égorge-ment tumultueux de la population de tout un canton.

CE fut un avertissement pour se hâter de mettre à exécution l'ordre de l'Empereur relatif aux débris de l'armée portugaise, et pour éloigner en même temps des hommes qui, en

raison de leur position sociale, pouvaient exercer le plus d'influence sur la nation. Ces derniers furent chargés d'aller en députation jusqu'en France au-devant de l'Empereur, qui devait bientôt, disait-on, visiter l'Espagne et le Portugal.

Les trente-sept régimens de troupes à pied et à cheval furent réduits à six régimens d'infanterie, trois de cavalerie, un bataillon et un escadron léger. On trouva à peine dans les corps assez de soldats pour remplir les cadres nouveaux. Ce fut le marquis d'Alorne qui fit l'organisation ; ce fut lui aussi qui commanda cette petite armée de neuf à dix mille hommes. On n'attendit pas que le travail fût achevé pour mettre les colonnes en route. Les premières partirent au commencement du mois de mars pour Valladolid, d'où on les dirigea sur Bayonne. Plus de la moitié des officiers de l'ancienne armée, et surtout ceux qui appartenaient aux provinces du nord, retournèrent dans leurs foyers, les uns parce

qu'ils n'obtinent pas d'être employés, les autres parce qu'ils le refusèrent.

Au nombre des partans figuraient les militaires les plus en réputation, tels que le lieutenant-général Gomez Freire, les brigadiers Pamplona et Manuel de Souza, et le chef de bataillon Candido José Xavier. Les marquis de Ponté de Lima, de Valença, de Loulé; les comtes de Sabugal et de Saint-Michel, et plusieurs autres fidalgues du premier rang, occupaient les emplois d'officiers supérieurs dans les régimens. Ils avaient, à l'exemple de la haute noblesse des autres États du continent, ambitionné l'honneur de servir sous les drapeaux de l'empereur Napoléon. Les soldats étaient loin de montrer autant de zèle, et il ne fallait rien moins que le nom et l'autorité du marquis d'Alorne pour les faire partir. Plus de deux mille d'entre eux, et même quelques officiers inférieurs, désertèrent en traversant l'Espagne¹.

¹ Les troupes portugaises partirent au nombre de huit

LES Anglais faisaient la guerre à l'armée française de Portugal, beaucoup plus en ac-

à neuf mille hommes. Plus de quatre mille, et parmi eux des officiers, s'échappèrent en traversant l'Espagne, et retournèrent dans leur pays. Cinq ou six cents restèrent dans les hôpitaux. Quelques-uns furent tués au premier siège de Saragoce. Il n'arriva à Bayonne que trois mille deux cent quarante soldats. Napoléon les passa en revue, et dit au prince Wolkonski, aide-de-camp de l'empereur de Russie, qui se trouvait alors en mission près de lui : « Ce sont des hommes du Midi; ils ont de la passion; j'en ferai de l'excellente infanterie. » On forma avec les troupes portugaises une légion. Le général Junot reçut l'ordre de ramasser les déserteurs et d'envoyer des soldats du pays pour la compléter. Cet ordre ne put pas être mis à exécution. A défaut de nationaux, la légion se compléta dans les dépôts de prisonniers espagnols. Elle subit différentes organisations, jusqu'au mois de novembre 1813, qu'un décret impérial ordonna le désarmement de toutes les troupes étrangères qui se trouvaient à la grande-armée, à l'exception des Polonais.

La légion portugaise n'a jamais été employée en totalité à la fois, mais elle a servi par détachemens. Deux bataillons se couvrirent de gloire la veille et le jour de la bataille de Wagram, dans le corps d'armée commandé par le général Oudinot. Un régiment se distingua à la bataille de Smolensko. Les habitans des collines brûlantes de l'Alemtejo et de l'Estramadure étaient en bon

cueillant sur leurs vaisseaux, et en encourageant par leurs émissaires les mécontents du pays, qu'en combattant à force ouverte. Cependant, au commencement du mois de janvier 1808, l'amiral Cotton enleva un détachement d'invalides portugais qui tenaient garnison dans les Berlingues, îlots fortifiés, situés en face et à quatre lieues de Peniche, et il établit en leur place un poste fixe de soldats de marine. Peu de temps après, un cutter, sur

nombre parmi les malheureux qui périrent gelés dans les glaces de Moscou. Ces étrangers, conduits par le hasard sous les drapeaux de Napoléon, avaient pris pour devise :

Vadimus immixti Danais, haud numine nostro.

Cependant ils méritèrent en tous lieux l'estime de leurs compagnons d'armes. L'Empereur se garda bien de les envoyer dans la Péninsule. Quelques officiers seulement reçurent cette destination sans l'avoir demandée, et ceux-là travaillèrent de tout leur pouvoir à diminuer les maux que la guerre avait attirés sur le pays. Les chefs de l'armée française eurent la délicatesse de leur épargner les missions où ils eussent pu se trouver engagés, les armes à la main, contre leurs compatriotes.

l'avis que la flotte russe devait mettre à la voile, explorait l'entrée du Tage. Il surprit à la faveur de la nuit une chaloupe canonnière, que les Français avaient armée pour la surveillance de la pêche. Le 3 mars, deux bricks, avec des chaloupes remplies de soldats, vinrent, à neuf heures du soir, pour emporter par escalade le fort de Bugio ; ils furent aperçus à temps, et on les repoussa à coups de canon. Les Anglais ne réussirent pas mieux dans l'attaque qu'ils firent, pendant la nuit du 22 au 23 avril, contre la corvette *la Gavotte*, commandée par le lieutenant de vaisseau Leblond-Plassan. Cinq chaloupes voulaient enlever *la Gavotte* à l'abordage ; elles furent repoussées avec perte du commandant de l'expédition et de plusieurs soldats et matelots, qui furent tués dans les cordages et sur le pont de la corvette¹. A dater de ce jour, les bâtimens français employés à la garde des passes, furent entourés

¹ Voyez à la fin du volume (F).

pendant la nuit de filets qui formaient bastin-gage à huit pieds au-dessus du pont. Le général Junot eût voulu répondre d'une autre manière aux tentatives des Anglais. Plus d'une fois il pressa l'amiral Siniavin, dont la flotte était plus nombreuse que celle de l'amiral Cotton, de sortir du Tage avec quelques vaisseaux : ce fut en vain. Les Français ne devaient compter, pour attaquer et pour se défendre, que sur leurs propres forces.

EN effet, les Espagnols aussi n'étaient déjà plus des alliés que de nom. Nous dirons plus tard quels événemens survenus en Espagne, depuis trois mois, réagissaient sur le Portugal. Il suffit, quant à présent, de savoir que, dans les premiers jours du mois de mars, la cour de Madrid rappela les corps de son armée, qui étaient stationnés dans ce pays. Cela donna lieu à quelques mouvemens de troupes françaises. Le général de division Quesnel fut envoyé du quartier-général de Lisbonne à

Oporto, pour commander dans les provinces du nord, sans qu'il emmenât des troupes avec lui. Le bataillon du 26^e régiment d'infanterie, la légion piémontaise du Midi, une compagnie d'artillerie, et un escadron de dragons, allèrent, sous les ordres du général de brigade Maurin, garder les côtes du royaume des Algarves. On envoya un bataillon suisse tenir garnison à Elvas, et le colonel Miquel fut nommé commandant de cette forteresse. D'autres troupes françaises se répandirent dans l'Alemtejo et dans la partie de l'Estramadure portugaise, qui est à la rive gauche du Tage. Le général de division Kellermann en prit le commandement, et s'établit à Sétubal.

Cependant, avant la fin du mois, les troupes espagnoles reçurent contre-ordre. Celles qui s'étaient dirigées du nord du Portugal sur la Galice, avaient déjà commencé à passer le Minho; elles revinrent à Oporto; et comme leur général, don Francisco de Taranco, était mort le 18 janvier, Junot ne craignit pas de

faire commander ce corps d'armée de dix mille étrangers par le général Quesnel. Il lui donna pour instruction de contenir avec les soldats espagnols la population portugaise, et de s'aider au besoin de cette population contre les soldats espagnols.

LA division de don Juan Caraffa n'avait pas encore bougé de ses cantonnemens autour de Lisbonne, tandis qu'au contraire le corps de Solano était déjà rendu dans l'Estramadure espagnole. Ce général écrivit de Badajoz qu'il était prêt à revenir ; Junot l'en dispensa, et lui demanda seulement quatre bataillons qui furent placés à Sétubal, sous le commandement du général de brigade français Graindorge. Kellermann reçut l'ordre de porter son quartier-général à Elvas, pour exercer de-là une surveillance inaperçue sur les démarches de Solano et les mouvemens de son corps d'armée. Cette défiance des Français envers les chefs et les soldats espagnols, ne fit que s'ac-

croître pendant les mois d'avril et de mai.

Auparavant, et tant que la bonne intelligence avait paru régner entre les cabinets de Paris et de Madrid, le traité de Fontainebleau était supposé rester en vigueur; et bien que les chefs militaires eussent dû le tenir secret jusqu'à son entier accomplissement, il en avait transpiré assez dans le public, pour qu'on ne pût se méprendre sur le sort réservé au Portugal par la France et l'Espagne réunies; mais le décret impérial du 27 décembre 1807, tout oppressif qu'il était, portait au moins en lui un germe réparateur. De ce que le gouvernement du royaume se trouvait concentré dans la main du général français, on s'était pressé de conclure que le Portugal ne serait ni mis en lambeaux, ni réduit à l'humiliation de redevenir une province espagnole.

BIENTOT le bruit se répandit parmi les Portugais que leur monarchie allait revivre sous un roi du choix de Napoléon. Les uns dirent

que ce roi serait Lucien Bonaparte, qui était venu de Rome à Mantoue pour y avoir une conférence avec l'Empereur son frère, la veille même du jour où fut rendu le décret de Milan. Les autres désignèrent le prince Eugène, vice-roi d'Italie, dont plusieurs aides-de-camp avaient paru successivement à l'armée de Portugal, et avaient recueilli des notes sur la statistique du pays et les dispositions des habitans. Il en fut qui pensèrent au maréchal Lannes, à cause de l'éclat qu'avaient jeté son ambassade et sa longue familiarité avec le prince régent. Enfin quelques-uns prononcèrent le nom de Junot, parce qu'il était déjà gouverneur-général, que les sentimens que lui portait le peuple de Lisbonne ressemblaient plus à la bienveillance qu'à la haine, et surtout parce que dans la distribution récente des titres impériaux, Napoléon l'avait nommé duc d'Abrantès. Le nom était portugais, et les esprits étaient loin d'être fixés sur le développement que prendrait l'institution des nou-

veaux duchés. On répandait aussi que le corps d'armée du marquis d'Alorne rentrerait dans le pays aussitôt que le roi serait proclamé.

CES dires vagues et incertains reçurent une espèce de confirmation officielle. La députation envoyée de Lisbonne pour complimenter l'Empereur, fut présentée à ce prince à Bayonne. « Voulez-vous être Espagnols? » leur avait-il dit, et soudain la rougeur de l'indignation avait enflammé leurs visages. A cette interpellation inattendue avaient succédé d'autres questions abruptes, qui se pressaient les unes les autres, sans donner aux réponses le temps de s'y intercaler¹. Le bouleversement de

¹ M. de Pradt, qui était, en 1808, évêque de Poitiers, aumônier de l'empereur Napoléon, assista à l'audience donnée par ce prince à la députation portugaise. Il en a fait connaître, dans ses *Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne*, quelques particularités qui doivent trouver ici leur place.

« La députation portugaise attendait l'Empereur à Bayonne, et lui fut présentée quelques heures après son

l'Espagne n'était encore qu'indiqué. Napoléon n'avait pas de combinaison arrêtée relative-

arrivée. A la tête se trouvait le comte de Lima, que l'on avait vu ambassadeur de Portugal à Paris, et qui était fort répandu dans la société. Napoléon n'attendit point que ce président prononçât son discours, comme c'était l'usage en pareille circonstance ; mais soit retard du comte de Lima à dire ce qu'il avait préparé, soit impatience naturelle de la part de Napoléon, il ouvrit la conférence d'une manière fort singulière. Après quelques formules de politesse, il dit, en s'adressant aux députés : « Je ne sais pas ce que je ferai de vous ; cela dépendra de ce qui va se passer dans le Midi. Êtes-vous d'ailleurs dans le cas de faire un peuple ? Avez-vous le volume nécessaire pour cela ? Vous êtes abandonnés par votre prince ; il s'est fait conduire par les Anglais au Brésil. Il a fait là une grande sottise, et il s'en repentira. » Puis en se tournant vers moi, il ajouta d'un air très-gai : « Il en est des princes comme des évêques, il faut qu'ils résident. » S'adressant ensuite au comte de Lima, il lui demanda de combien d'hommes le Portugal était peuplé ; et joignant aussitôt la réponse à la demande, comme il lui arrivait souvent de faire, et comme il arrive aux personnes qui répondent à leurs idées propres : « Deux millions ? — Plus de trois, répondit le comte. — Ah ! je ne le savais pas, répliqua Napoléon. Et Lisbonne, cent cinquante mille âmes ? — Plus du double, répondit le comte de Lima. — Ah ! je ne le savais pas, répondit de